

L'intransigeance politique dans la tourmente cypriote

par Robert J. Jackson

L'affaire cypriote revêt de plus en plus l'allure d'une tragédie palestinienne permanente. Bien que la presse internationale ne cesse de dénoncer des atrocités révoltantes et les problèmes des réfugiés à Chypre, il y a peu à faire dans l'île même pour résoudre la question. La solution doit venir de la Grèce et de la Turquie qui se trouvent malheureusement enfermées dans un cercle vicieux. La Grèce ne peut négocier à moins que la Turquie ne fasse au préalable certaines concessions; la Turquie, en tant que vainqueur, n'est prête à poser aucun geste conciliateur avant les négociations.

Les nouveaux leaders civils grecs sont aux prises avec deux graves problèmes aux facettes multiples. Ils doivent à la fois surmonter l'humiliation que leur a causée la perte de Chypre aux mains des Turcs et démanteler l'appareil laissé par la dictature militaire. Aucune de ces questions ne peut être résolue de façon permanente sans une action au niveau international et l'intervention de l'opinion publique mondiale. Un règlement préliminaire de la crise cypriote est essentiel à la consolidation du nouveau régime grec. Lawrence Durrell a souvent souligné que les Grecs croient,

pour des raisons historiques, politiques et ethniques, que Chypre leur appartient. Aucun gouvernement grec ne peut subsister à moins qu'il ne se justifie par cette revendication. Les Grecs estiment avoir été suffisamment humiliés par sept ans de dictature militaire et ne sont pas disposés à accepter le nouveau statu quo à Chypre.

En Turquie, la situation est analogue. Les Turcs traversent une période d'euphorie militante consécutive à leur victoire à Chypre et les seuls adversaires de la politique gouvernementale pressent le premier ministre Bülent Ecevit de durcir sa position. Dans un tel climat aucun gouvernement turc ne pourrait transiger sur cette question avant des négociations avec la Grèce, même s'il le voulait (ce qui, de l'avis des Turcs, équivaldrait à offrir à Caramanlis un cadeau sur un plateau d'argent). Ecevit doit rester neutre dans un gouvernement minoritaire ou partager le pouvoir avec des partis qui sont considérablement plus nationalistes que le Parti républicain du peuple. A l'exception du Parti de la justice, tous les autres sont des partis islamiques nationalistes qui peuvent être comparés au mouvement du Colonel Qaddafi en Libye. En outre, l'armée turque est aussi euphorique à la suite de sa victoire, ce dont il faut bien tenir compte avant de spéculer sur ce qui se produirait si le gouvernement se retirait de la zone occupée de Chypre. Il ne faut pas oublier qu'en 1971 l'armée renversait le régime Demirel dans ce qu'on a appelé un *coup d'état par «memorandum»* et elle jouit encore aujourd'hui de bien des privilèges au sein de la société turque. Par exemple, les enfants des militaires sont logés dans des appartements spéciaux à l'Université d'Ankara. Le professeur Muntaz Sosyal, un socialiste de gauche emprisonné sous le dernier gouvernement militaire, déclarait au cours d'une interview: «La presque totalité d'entre nous sommes contre le retrait de troupes de Chypre et l'armée interviendrait si certains avantages militaires étaient abandonnés à Chypre.» Du point de vue des Turcs, l'île de Chypre leur appartient de-

M. Robert Jackson est professeur de science politique à l'Université Carleton et spécialiste de l'étude comparée des gouvernements et des politiques. De 1971 à 1973, il a été conseiller législatif et directeur de la recherche au cabinet du président du Conseil privé. Auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la Grande-Bretagne, la France, le Canada et les Philippines, il a publié des articles analytiques sur la vie politique française dans le Political Quarterly, l'International Journal et le Commentator. Le professeur Jackson est membre du conseil de rédaction de l'American Political Science Review, de Sage Publications et de Macmillan of Canada. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.